

Convention collective départementale

IDCC : 887. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,
ÉLECTRIQUES ET CONNEXES DE L'EURE**

(1^{er} juillet 1976)

(Etendue par arrêté du 19 mars 1979,
Journal officiel du 8 mai 1979)

■ *Journal officiel* du 24 décembre 2005

**Arrêté du 19 décembre 2005 portant extension d'un accord conclu
dans le cadre de la convention collective des industries métallur-
giques, mécaniques, électriques et connexes de l'Eure (n° 887)**

NOR : SOCT0512597A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 19 mars 1979 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 2 novembre 2005, portant extension de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques, électriques et connexes de l'Eure du 1^{er} juillet 1976 et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'accord du 12 juillet 2005 portant création de l'obligation de mettre en place un régime de prévoyance, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 24 septembre 2005 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), rendu en séance du 21 novembre 2005,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques, électriques et connexes de l'Eure

du 1^{er} juillet 1976, tel que modifié par l'accord du 14 mars 1994 et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de l'accord du 12 juillet 2005 portant création de l'obligation de mettre en place un régime de prévoyance, conclu dans le cadre de la convention collective nationale susvisée.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par l'accord précité.

Article 3

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 décembre 2005.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des relations du travail,
J.-D. COMBEXELLE

Nota. — Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2005/38, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,50 €.